

Liaison Grenoble-Sisteron : le débat public

MENS

A l'origine, dans les années "70", l'amélioration des liaisons routières entre Grenoble et Marseille était envisagée pour créer une autre solution de passage Nord-Sud, afin de désengorger la vallée du Rhône. Puis, dans les années "80", en écho aux préoccupations croissantes liées au développement local dans les Alpes-du-Sud, ce sont les thèmes du désenclavement, de la desserte locale et de la préservation de l'environnement qui ont présidé aux réflexions sur le projet.

Enfin, aujourd'hui, le projet vise à répondre simultanément à ces deux objectifs : quelle liaison fiable créer qui puisse faciliter les échanges interrégionaux Nord-Sud, tout en assurant une desserte locale adaptée aux enjeux de développement durable des Hautes-Alpes, des Alpes-de-Haute-Provence, de la Drôme et du Sud-Isère ? Ces positionnements successifs ont permis des examens relativement détaillés de nombreuses variantes, tant fonctionnelles (routes, autoroutes,

voies ferrées) que géographiques (par l'est de Gap, par Lus-la-Croix-Haute).

Depuis la loi du 27 février 2002, relative à la démocratie de proximité, la Commission nationale de débat public (CNDP) veille au respect de la participation du public au processus d'élaboration des projets qui présentent des enjeux forts.

Pour le projet Grenoble-Sisteron, la CNDP a décidé la tenue d'un débat public le 2 juin 2004 et désigné une Commission particulière de débat public (CPDP) pour l'animer. Celle-ci est composée de Daniel Ruez, président; Vincent Tonnelier, Mme Barrès, Yves François et Roger Peiffer.

De juin à septembre 2005, des réunions sont organisées par la CPDP en plusieurs points des territoires concernés. Le 23 août, un débat a eu lieu à Mens. Plus de 300 personnes emplissaient la nouvelle salle pluri-activités des Sagnes.

L'exposé du dossier était confié à Mme Dominique Sudre-Montaya de la direction régionale de l'Équipement

(DRE) de Paca. Elle était assistée de M. Thierry Decot du Cete Méditerranée. Le public s'est très largement exprimé. Les interventions ont été nombreuses. Les quelques avis favorables à l'autoroute n'ont pas réussi à ébranler les convictions de la très grande majorité, jugeant les projets autoroutiers dispendieux et inutiles par rapport à l'aménagement des réseaux routiers et ferroviaires existants. Cette argumentation est partagée par les conseillers régionaux Capucine Le Douarin et Gérard Leras, présents à la réunion.

La prochaine rencontre de la CPDP est prévue à Gap le 6 septembre avec, pour thème principal de la discussion, la prise en compte des problèmes énergétiques dans le projet.

12:00

50870

GARCIN GARCIN